



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2024-03-13-0002

EN DATE DU 13 MARS 2024

portant mise en demeure à Monsieur Pierre GREGET, pour son établissement situé sur la commune de CHALONVILLARS, de régulariser sa situation administrative au regard de la législation des installations classées pour l'environnement

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et L.541-22 ;
- la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret du 9 avril 2021 portant nomination du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, M. Michel ROBQUIN ;
- le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;
- l'arrêté préfectoral n°70-2023-10-16-00001 en date du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Michel ROBQUIN, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;
- le courriel en date du 17 novembre 2023 par lequel le maire de Châlonvillars informe que les parcelles concernées sont de la propriété de Monsieur Pierre GREGET ;
- le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 05/02/2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- le projet d'arrêté transmis le 05/02/2024 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;
- l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT

- que l'article L.171-7 du code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration requis en application du même code ;
- que la nomenclature des installations classées comporte la rubrique suivante :
2760-3 : Installation de stockage de déchets inertes (régime de l'enregistrement) ;
- que lors de la visite d'inspection en date du 16 novembre 2023, les inspecteurs de l'environnement ont constaté les faits suivants :
 - Une activité de stockage de déchets (semblant) inertes, dans des conditions ne permettant manifestement pas une reprise ultérieure est réalisée sur une partie des parcelles cadastrées section A numéro 360, 382, 383, 1696 et 1698 (sur une superficie de l'ordre de 4000 mètres carrés), avec présence de déchets compactés ne laissant pas de doute quant au caractère définitif de ce stockage. L'activité doit donc être vue comme une installation de stockage de déchets inertes ;
 - ces parcelles sont la propriété de M. Pierre GREGET.
- que selon l'article L514-2 du Code de l'environnement, tout détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale ;
- que les installations, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 16 novembre 2023 relèvent du régime de l'enregistrement, et sont exploitées sans le titre requis en application de l'article L.512-7 du code de l'environnement ;
- qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure M. Pierre GREGET de régulariser sa situation administrative ;
- que conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, l'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure ;
- que dans l'attente de l'issue de la régularisation administrative, les apports de déchets doivent être arrêtés en vue de ne pas aggraver la situation du site ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – MISE EN DEMEURE

Monsieur Pierre GREGET (ci-après dénommé « l'exploitant »), domicilié au 28 rue de Frahier 70400 Chalonvillars, exploitant une installation de stockage de déchets inertes visée par la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE, sur une partie des parcelles cadastrées section A numéro 360, 382, 383, 1696, 1698, sur le territoire de la commune de Chalonvillars est mis en

demeure de régulariser sa situation administrative dans le délai de quatre mois conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement.

À cet effet, l'exploitant:

- dépose un dossier de demande d'enregistrement complet et régulier à la préfecture de Haute-Saône ;
- ou cesse son activité et procède à l'ensemble des démarches prévues en matière de cessation d'activité d'une ICPE soumise au régime de l'enregistrement.

Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective **dans les trois mois** et l'exploitant fournit dans le même délai la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25 ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dossier d'enregistrement doit être déposé **dans un délai de quatre mois**. L'exploitant fournit **dans les deux mois** les éléments justificatifs du lancement de la constitution du dossier d'enregistrement (commande à un bureau d'étude, etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 – MESURES CONSERVATOIRES DANS L'ATTENTE D'UNE RÉGULARISATION

L'exploitant est par ailleurs tenu, dès la notification du présent arrêté, de cesser tout nouvel apport de matériaux minéraux / déchets inertes sur son installation de stockage de déchets inertes.

ARTICLE 3

En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-7 et L.557-60 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

ARTICLE 5 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télé-recours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, M. le Maire de CHALONVILLARS, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée.

Fait à Vesoul, le 13 MARS 2024

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel ROBQUIN